



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**  
Service eau et biodiversité  
Bureau de la police de l'eau

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 82-2021-09-21-00001 du 21/09/2021**

portant agrément de la société SA WEILL

représentée par Mme Valérie DE JESUS et M. Christophe ALARY  
pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif

La préfète de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R.211-25 à R.211-47 et R.214-5 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

**VU** le décret n°2019-769 du 24 juillet 2019 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du président de la République du 25 novembre 2020 portant nomination de Madame Chantal MAUCHET en qualité de préfet de Tarn-et-Garonne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif modifié le 03 décembre 2010 ;

**VU** les arrêtés préfectoraux 2000-761 du 2 juin 2000 et 2011034-0004 du 3 février 2011 modifiés autorisant le système d'assainissement de Montauban ;

**VU** l'arrêté préfectoral 82-2021-05-31-0001 du 31 mai 2021 autorisant le Syndicat Mixte d'Assainissement de Garonne (SMAG) à recevoir, pour y être traitées, les matières de vidange à la station de traitement de Verdun-sur-Garonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2012-54-0009 en date du 23 février 2012 relatif à l'épandage expérimental de filtrats de matières de vidange en forêt à Nègrepelisse ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2011124-0013 en date du 4 mai 2011 autorisant la commune de Castelsarrasin à recevoir, pour y être traitées, les matières de vidange à la station de traitement de Castelsarrasin ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011101-0017 du 11 avril 2011 qui porte agrément de la société SA WEILL représentée par Mme Valérie DE JESUS et M. Christophe ALARY pour la réalisation de vidanges des installations d'assainissement non collectif ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 82-2021-07-19-00003 du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, directrice de la direction départementale des territoires ;

**VU** la convention en date du 22 octobre 2019 liant le demandeur, SA WEILL et le syndicat mixte assainissement Garonne (SMAG) pour l'admission des matières de vidange sur la station d'épuration de VERDUN-SUR-GARONNE ;

**VU** la convention en date du 1<sup>er</sup> janvier 2014 liant le demandeur, SA WEILL et le syndicat département des déchets de Tarn-et-Garonne pour l'admission de matières de vidange sur l'installation de traitement des matières de vidanges à NEGREPELISSE ;

**VU** la convention en date du 30 mars 2017 liant le demandeur, SA WEILL et le syndicat des eaux de la région de Castelsarrasin pour l'admission des matières de vidange sur la station d'épuration de CASTEL-SARRASIN);

**VU** la convention en date du 10 août 2021 liant le demandeur, SA WEILL et Grand Montauban Communauté d'Agglomération pour l'admission des matières de vidange sur la station d'épuration du Verdié à MONTAUBAN ;

**VU** les pièces présentées à l'appui de la demande de renouvellement d'agrément déposée le 3 février 2021 ;

**Considérant** que les éléments du dossier transmis sont complets ;

**Considérant** que la SA WEILL a rempli ses obligations liées à l'agrément initial ;

**SUR** proposition de la cheffe du service eau biodiversité de la direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne ;

### **ARRÊTE :**

L'arrêté préfectoral n°2011101-0017 est abrogé.

#### **Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément**

SA WEILL, code SIREN 329 009922

Représentée par Mme Valérie DE JESUS et M. Christophe ALARY

Domicilié à l'adresse suivante : 5497 Route de Castelsarrasin - 82290 MONTBETON

#### **Article 2 : Zone d'activité**

La société SA WEILL déclare réaliser son activité principalement dans les départements suivants : Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Gers, Lot, Lot-et-Garonne et à titre exceptionnel dans les autres départements limitrophes. Les lieux d'élimination sont en Tarn-et-Garonne.

#### **Article 3 : Objet de l'agrément**

- La société SA WEILL est agréée pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites.
- La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de :

**30 000 m<sup>3</sup>**

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

- dépotage à la station de traitement de MONTAUBAN – Verdié : 13 000 m3
- dépotage à la station de traitement de VERDUN-SUR-GARONNE : 3 000 m3
- dépotage à la station de traitement des matières de vidange de NEGREPELISSE : 1 000 m3
- Dépotage à la station de traitement de CASTELSARRASIN : 3 000 m3
- Dépotage sur l'aire de paillage Weill 10 000 m3

#### **Article 4 : Suivi de l'activité**

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1<sup>er</sup> avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Le défaut de transmission de ce bilan pourra entraîner la suspension de l'agrément. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par type (micro-station, fosse étanche, fosse toutes eaux), par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément. Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

#### **Article 5 : Utilisation de l'aire de paillage**

Concernant l'utilisation de l'aire de paillage, la préfète se réserve le droit d'interdire le dépotage sur ladite aire de paillage en complément des directives sanitaires nationales.

#### **Article 6 : Contrôle par l'administration**

La préfète et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

#### **Article 7 : Modification des conditions de l'agrément**

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la (des) filière(s) d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

#### **Article 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 9 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 10 : Durée de l'agrément**

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté. A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

La préfète peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

## **Article 11 : Suspension ou suppression de l'agrément**

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

## **Article 12 : Publication et information des tiers**

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département de Tarn-et-Garonne.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de Montbeton, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

## **Article 13 : Voies et délais de recours**

le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète de Tarn-et-Garonne ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse 68 rue Raymond-IV 31000 Toulouse. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par la voie de l'application Télérecours, accessible par le lien : <http://telerecours.fr>.

**Article 14 :** La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, la directrice de la DDT, sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs des services de l'État en Tarn-et-Garonne et dont un exemplaire sera notifié aux Directions Départementales de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, du Lot-et-Garonne.

Fait à Montauban, le 21 septembre 2021

La directrice